

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale

Arrêté préfectoral complémentaire
LA MESTA BOURGOGNE (SAS)
Siège social :
Campus industriel Le Grand Chalon
Route de Demigny – BP 21
71 100 CHALON SUR SAONE
Établissement :
Route de Demigny
71 100 FRAGNES

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

N° 10-05673

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement,

Vu les meilleures technologies disponibles définies dans les documents BREF européens (Best References) intitulés :

- « Fabrication des produits de chimie organique fine »,
- « Systèmes de refroidissement industriels »,
- « Efficacité énergétique »,
- « Émissions dues au stockage, à la manipulation et au transport des matières dangereuses »

Vu les actes administratifs antérieurement délivrés et en particulier l'arrêté préfectoral n°96/1248/2-2 du 29 avril 1996 autorisant la société KODAK PATHE à exploiter une unité de fabrication de produits chimiques de base sur le territoire des communes de FRAGNES et de CHAMPFORGEUIL, modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°02/0751/2-3 du 19 mars 2002 (gestion des composés organiques volatils)
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-02357 du 07 juin 2009 (remise d'un dossier)
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°09/055561 du 07 décembre 2009 (campagne de recherche de substances dangereuses dans l'eau)

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 20 décembre 2006 complétée le 27 février 2007 au profit de la société LA MESTA BOURGOGNE SAS et le récépissé du 26 juin 2008,

Vu le bilan de fonctionnement présenté le 01 juin 2010 et complété le 29 octobre 2010 par la société LA MESTA BOURGOGNE dont le siège social est situé Campus industriel Le Grand Chalon en Bourgogne – Route de Demigny à CHALON SUR SAONE

Vu le rapport et les propositions en date du 1^{er} décembre 2010 de l'inspection des installations classées,

Vu l'avis en date du 16 décembre 2010 du CODERST au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu,

Vu le projet d'arrêté porté le 16 décembre 2010 à la connaissance du demandeur,

Vu l'absence d'observations formulées par le demandeur sur ce projet d'arrêté,

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 avril 1996 modifié susvisé nécessitent d'être actualisées au regard des performances des meilleures technologies disponibles en particulier sur:

- les seuils de rejet dans l'eau et leur condition de surveillance ;
- les seuils de rejets dans l'air et leur surveillance,

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, il convient d'encadrer le fonctionnement de cet établissement par des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, titre 1^{er}, livre V du code de l'environnement,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 - GENERALITES

CHAPITRE 1.1 EXPLOITANT

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT

La société LA MESTA BOURGOGNE dont le siège social est situé Campus industriel Le Grand Chalon en Bourgogne – Route de Demigny à CHALON SUR SAONE, est soumise aux dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire sur le territoire des communes de FRAGNES et de CHAMPFORGEUIL.

ARTICLE 1.1.2. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s).

TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Les dispositions des articles 17 à 21 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 1996 susvisé et de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2002 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 2.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 2.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique:

- Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.
- Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.
- Un dispositif d'injection de produit neutralisant les odeurs dans le réseau des eaux usées est mis en place.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 2.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 2.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 2.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 2.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 2.2.2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

		Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Installations raccordées	Traitement préalable au rejet
1	Bât 37 - RTO (Régénération Thermique par Oxydation)	13	1,10	25 000 *	8	Procédés et équipements liés (réacteurs, filtres...)	Tours de lavage et Régénération Thermique par Oxydation
2	Bât 42 - LDSI (Laboratoire de Développement Semi Industriel)	8,50	0,40	600	7,5	Procédés et équipements liés (réacteurs, filtres...)	Laveur

3	Bât 42 - LDSI (Laboratoire de Développement Semi Industriel)	8,50	0,40	600	7,5	Procédés et équipements liés (réacteurs, filtres...)	Laveur
4	Bât 37 - Extracteur N°1	-	-	-	-	Chaîne de conditionnement des poudres	Dépoussiéreur
5	Bât 37 - Extracteur N°2	-	-	-	-	Salle des pesées	Dépoussiéreur
6	Bât 37 - Extracteur N°3	-	-	-	-	Filtres sécheurs	Dépoussiéreur

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

* Un débit instantané de 40 000 Nm³/h est autorisé pour une durée inférieure à 10 minutes par jour.

Un système automatique enregistrant les temps de fonctionnement du by-pass du dispositif de Régénération Thermique par Oxydation (RTO) est mis en place. Le rendement minimal d'épuration du RTO est de 98 %.

ARTICLE 2.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2 et 3	Conduit n°4 à 6
Poussières	-	-	100
NO _x en équivalent NO ₂ (1)	50	-	-
CO	50	-	-
CH ₄	50	-	-
COV NM en eq C.	5	110	-
COV R40 halogénés	5	20 si flux > 100 g/h	-
COV Annexe III	5	20 si flux > 100 g/h	-
COV R45 ,46 ,49 ,60 ,61	5	10 si flux > 10 g/h	-
HCl	7,5	7,5	-
Cyanures	1	1	-

(1) En cas d'utilisation d'acétonitrile (C₂H₃N), les valeurs limites doivent être corrigées selon la formule suivante:
 $C = 1\,122\,000 \cdot F / D$ où:

C: concentration en NO_x issue de l'acétonitrile, à ajouter aux 50 mg/Nm³, dans la limite totale de 500 mg/Nm³ si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h

F: flux entrant d'acétonitrile, en kg/h

D: débit réel des effluents gazeux en Nm³/h

ARTICLE 2.2.4. VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Conduit n°1	
	kg/h ou g/h	T/an
NO _x en équivalent NO ₂	-	2
CO	300 g/h	10
CH ₄	-	10
COV NM	50 g/h	20 (1)
Sulfate de diméthyle	2 g/h	-

(1) Cette valeur maximale prend en compte le flux de COV généré lorsque le RTO est en by-pass.

Les émissions diffuses annuelles de COV ne dépassent pas 15% de la quantité totale de solvants utilisée.

TITRE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Les dispositions des articles 11 à 16 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 1996 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 3.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau public d'eau potable de Chalon-sur-saône	700
Réseau public d'eau potable de Chalon-sur-saône (eau osmosée)	6 000
Réseau d'eau industrielle de la zone nord	65 000

La consommation spécifique totale ne dépasse pas 105 m³/tonne de produits finis.

ARTICLE 3.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 3.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 3.3.1. ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 3.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 3.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 3.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 3.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel (sauf eaux pluviales).

Article 3.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 3.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 3.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées
2. les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées**, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
3. les **eaux polluées** : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières,...,
4. les **eaux résiduelles après épuration interne** : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur.
5. les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,
6. les **eaux de purge des circuits de refroidissement**.

ARTICLE 3.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 3.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 3.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 3.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux résiduelles après épuration interne, eaux domestiques
Débit maximal journalier (m³/j)	240
Débit maximal journalier (m³/j) – Moyenne mensuelle	200
Débit maximum horaire (m³/h)	10
Exutoire du rejet	Réseau de collecte de la zone industrielle nord
Traitement avant rejet	Traitement physico-chimique
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de l'AUZIN puis la SAONE
Conditions de raccordement	Convention de déversement
Autres dispositions	-

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents Débit maximal journalier (m ³ /j) – Moyenne mensuelle Débit maximum horaire (m ³ /h) Exutoire du rejet Traitement avant rejet Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective Conditions de raccordement Autres dispositions	Eaux pluviales - - Canal du Centre Bassin de décantation équipé d'une cloison siphonée Canal du centre - Mesure en continu du pH, de la conductivité et des hydrocarbures totaux avec asservissement à la fermeture d'une vanne pelle

ARTICLE 3.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 3.3.6.1. Aménagement

3.3.6.1.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

3.3.6.1.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 3.3.6.2. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

ARTICLE 3.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 3.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 3.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL OU DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Paramètres	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen journalier (kg/j) (moyenne mensuelle)
MES	200	190	30	20
DCO	38 000	33 000	5 000	4 000
DBO ₅	25 000	20 000	3 000	2 000
Azote total	45	30	4	3,5
Phosphore total	15	10	1,5	1
Toluène	-	6,5 et 4 en moyenne mensuelle	1	1
AOX		1 (cas 1) 60 sinon	-	-
Indice phénols	0,5	0,3	-	-
Chloroforme (trichlorométhane)	-	1		
Cyanures	0,1	0,1	-	-
Cuivre et ses composés	0,5	0,4	-	-
Chrome et ses composés	0,4	0,3	-	-
Nickel et ses composés	0,4	0,3	-	-
Zinc et ses composés	0,7	0,5	-	-

(Cas 1): Cette valeur limite ne s'applique que lorsque les substances contenues dans le mélange ne sont pas toutes clairement identifiées (moins de 80% des organochlorés clairement identifiés).

Le flux spécifique de DCO ne dépasse pas 1 600 kg/t de produits finis.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	30
DCO	80
DBO ₅	40
Azote total	10
Phosphore total	2
Hydrocarbures totaux	5
Conductivité	1 500 uS/cm

ARTICLE 3.3.10. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 3.3.11. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS

Article 3.3.11.1. Bassin de confinement et bassin d'orage

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux installations suivantes avant rejet vers le milieu naturel:

- Un bassin de secours de 100 m³
- Un bassin de 1000 m³
- Une bâche de 800 m³ à l'ouest

La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 3.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

TITRE 4 - DÉCHETS

Les dispositions des articles 23 à 27 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 1996 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

CHAPITRE 4.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 4.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 4.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 4.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 4.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 4.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 4.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 4.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Désignation du déchet	Code déchet	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage				Mode d'élimination
			Lieu (1)	Mode (2)	Quantité maximale	Durée maximale	
Carton à plat	20 01 01	2 t	Parc à déchets	B	0,25 t	1 mois	Valorisation
Ferrailles	17 04 07	6 t	Parc à déchets	B	1 t	2 mois	Valorisation
Déchets municipaux en mélange (ex DIB)	20 03 01	1,5 t	Parc à déchets	B	0,5 t	2 mois	Enfouissement
Verrerie de laboratoire	20 01 02	1 t	Laboratoire	F	0,3 t	3 mois	Enfouissement
Bois	20 01 38	6 t	Parc à déchets	B	2 t	1 mois	Valorisation
Palettes	20 01 38	40 t	Parc à déchets	V	300 palettes	3 mois	Valorisation
Catalyseurs usagés	16 08 01 16 08 03	15 t	Parc à déchets	F	30 t	6 mois	Valorisation
Gravats béton	17 01 06*	1 t	Aire débardage boues	V	1 t	6 mois	Enfouissement
Conteneurs vides Mat. Dangereuses	15 01 05*	2 t	Parc à déchets	V	50 conteneurs	6 mois	Valorisation ou réemploi
Emballage carton Mat. Prem. Dang.	15 01 10*	45 t	Parc à déchets	B	4 t	15 jours	Incinération externe
Eaux résiduaires	07 07 01*	1 570 t	Station d'épuration	C	90 m³	1 mois	Incinération externe
Eaux résiduaires chlorées	07 07 01*	400 t	Station d'épuration	C	50 m³	1 mois	Incinération externe
Solvants résiduaires cuve ANISA	07 07 01*	900 t	Q MP	C	50 m³	1 mois	Incinération externe ou Valorisation
Fûts en fer	15 01 10*	35 t	Parc à déchets	V	400 fûts	1,5 mois	Valorisation ou réemploi
Fûts en plastique	15 01 10*	6 t	Parc à déchets	V	250 fûts	4 mois	Valorisation ou réemploi
Déchets de l'acide mercapto propionique	07 07 08*	1 t	Parc à fûts	F	1 t	1 jour	Incinération externe
Boues de décantation	07 07 11*	20 t	Aire débardage boues	F	20 t	1 an	Incinération externe
Huiles usagées	13 02 05*	2 t	Aire débardage boues	F	2 t	1 an	Valorisation
Produits chimiques divers	07 07 99*	2 t	Parc à déchets	F	2 t	1 an	Incinération externe

Adjuvants de filtration	07 07 10*	0,4 t	Parc à déchets	F	0,4 t	1 an	Incinération externe
Eléments de filtration	15 02 01*	0,5 t	Parc à déchets	F	0,5 t	1 an	Incinération externe
Eléments de filtration souillés par catalyseurs	15 02 03*	1 t	Parc à déchets	F	1 t	1 an	Incinération externe
Prélèvements hydrogénéateur	16 08 07*	0,5 t	Parc à déchets	F	0,5 t	1 an	Incinération externe
Solvants chlorés (liquides)	07 07 03*	50 t	Parc à déchets	C	10 m ³	1 mois	Incinération externe ou Valorisation

(1) voir sur plan annexé

(2) F = fûts ; V = vrac ; B = bennes ; C = citernes

(3) ce déchet est reconditionné dans l'emballage d'origine

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

TITRE 5 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Les dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 1996 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

CHAPITRE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 5.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 5.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 5.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 5.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 5.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point n°1	60 dB(A)	50 dB(A)
Point n°2	60 dB (A)	60 dB (A)
Point n°3	62 dB (A)	60 dB (A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'5.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée ainsi que les points n°1, 2 et 3 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 5.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 6 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Les dispositions des articles 11 à 16, 20 et 21 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 1996 susvisé et de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2002 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

CHAPITRE 6.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 6.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Les prélèvements et analyses sont réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 6.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 6.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 6.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 6.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques

6.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Rejet n°1	Rejets n°2 et 3	Rejet n°4
Poussières	-	-	1 fois par an
Débit et vitesse d'éjection	1 fois par semestre	1 fois par an	-
NO _x en équivalent NO ₂ (1)	1 fois par semestre		-
CO	1 fois par semestre		-
CH ₄	1 fois par semestre		-
COV NM en eq C.	1 fois par semestre	1 fois par an	-
HCl	1 fois par an		-
Cyanures	1 fois par an		-
Sulfate de diméthyle	1 fois par an		-

Les résultats sont transmis une fois par an à l'inspection des installations classées.

L'enregistrement automatique de la durée de fonctionnement du by-pass du dispositif de régénération thermique d'oxydation des COV (RTO) est examinée quotidiennement. Une synthèse de ces enregistrements est communiquée à l'inspection des installations classées au minimum une fois par an.

6.2.1.1.2 Auto surveillance des émissions par bilan

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètres	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COV NM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

Article 6.2.1.2. Mesures « comparatives »

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 6.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètres	Fréquence
NOx, CO, CH ₄ , COV totaux	Annuelle

En outre, dans le cadre d'une convention passée par l'exploitant avec l'organisme, celui-ci intervient de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées. Ce contrôle peut se substituer à l'un de ceux prévus par l'article 6.2.1.1.1.

ARTICLE 6.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement pour l'eau potable et de façon journalière pour l'eau industrielle. Les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Article 6.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Rejet n°1	Rejet n°2
Débit	En continu	-
pH	En continu	Annuelle
Température	En continu	-
MES	Journalière	Annuelle
DCO	Journalière	Annuelle
Flux spécifique de DCO (kg/t de produits finis)	Trimestrielle	-
DBO ₅	Hebdomadaire	Annuelle
Azote total	Trimestrielle	Annuelle
Phosphore total	Trimestrielle	Annuelle
Hydrocarbures totaux	-	Annuelle
Toluène	Mensuelle	-
AOX	Journalière si flux > 2 kg/j Trimestrielle sinon	-
Indice phénols	Journalière si flux > 0,5 kg/j Trimestrielle sinon	-
Chloroforme (trichlorométhane)	Annuelle	-
Cyanures	Annuelle	-
Cuivre et ses composés	Annuelle	-
Chrome et ses composés	Annuelle	-
Nickel et ses composés	Annuelle	-
Zinc et ses composés	Annuelle	-

Les analyses sur le rejet n°1 (hors mesures en continu) sont réalisées sur un prélèvement 24 heures.

Les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3.2. Mesures comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 6.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit, pH, DCO, DBO ₅ , MES	Annuelle

En outre, dans le cadre d'une convention passée par l'exploitant avec l'organisme, celui-ci intervient de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées. Ce contrôle peut se substituer à l'un de ceux prévus par l'article 6.2.3.1.

ARTICLE 6.2.4. SUIVI DE LA POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

Des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines sont disposés en amont et en aval hydraulique du site par rapport au sens d'écoulement de la ou des nappe(s) aquifère(s) sous-jacente(s). L'emplacement des piézomètres amont-aval est défini par l'exploitant avec l'appui d'un hydrogéologue.

Leur emplacement est défini sur le plan annexé au présent arrêté. Toute modification d'emplacement est réalisée en accord avec l'inspection des installations classées et est justifiée.

L'exploitant réalise un suivi semestriel des eaux souterraines: une analyse a lieu chaque année en période de "basses eaux" et l'autre en période de "hautes eaux" sur les paramètres ci-dessous définis:

- Métaux: arsenic, manganèse, nickel;
- Composés organiques volatils (COV):
 - Acétone
 - Benzène
 - Chlorobenzène
 - 1-3 dichlorobenzène
 - 1,1 dichloroéthylène
 - MTBE
 - Tétrachloroéthylène
 - Tétrahydrofurane
 - Trichloroéthane
 - Trichloroéthylène
 - Toluène
 - Chlorure de vinyle
 - Xylène
- Hydrocarbures totaux (fraction C10-C40)
- Ether isopropylique (EIP)
- Sulfates

À l'issue de la campagne d'analyses en 2014, l'exploitant proposera, en le justifiant, la prolongation, la modification, voir l'arrêt de la surveillance.

Les résultats des mesures sont transmis dès réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Le rapport précise, outre le résultat des contrôles accompagné de commentaires :

- pour les paramètres ci-dessus référencés : l'emplacement du prélèvement, l'unité de mesure et la norme utilisée pour l'analyse,
- pour les mesures de niveaux des eaux : les conclusions quant au sens d'écoulement de la nappe constaté lors de la période de mesure.

Le rapport reprend l'historique des mesures antérieures et en examine et commente l'évolution pour chaque paramètre et chaque piézomètre. Le cas échéant, des propositions sont établies.

ARTICLE 6.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur. Les justificatifs doivent être conservés 10 ans.

ARTICLE 6.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans les 6 mois suivants la date de signature du présent arrêté (zone à émergence réglementée notamment) puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 6.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 6.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du 6.2., notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 6.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au 6.2. du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 6.1., des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

CHAPITRE 6.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 6.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS

Article 6.4.1.1. Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.4.2. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code de l'environnement. Le bilan est à fournir avant 31 décembre 2020 puis tous les 10 ans.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une analyse des meilleures techniques disponibles par référence aux BREF (Best REferences) par rapport à la situation des installations de l'établissement

- des propositions de d'amélioration de la protection de l'environnement par mise en œuvre de techniques répondant aux meilleurs techniques disponibles par une analyse technico-économique. Un échéancier de mise en œuvre permettra de conclure sur ce point le cas échéant.
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

TITRE 7 MESURES EXECUTOIRES

CHAPITRE 7.1 – DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de DIJON.

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 7.2 NOTIFICATION ET PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

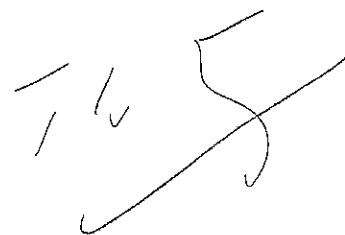
CHAPITRE 7.3 – EXECUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture, MM. les maires de FRAGNES et CHAMPFORGEUIL, M. le directeur régional l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

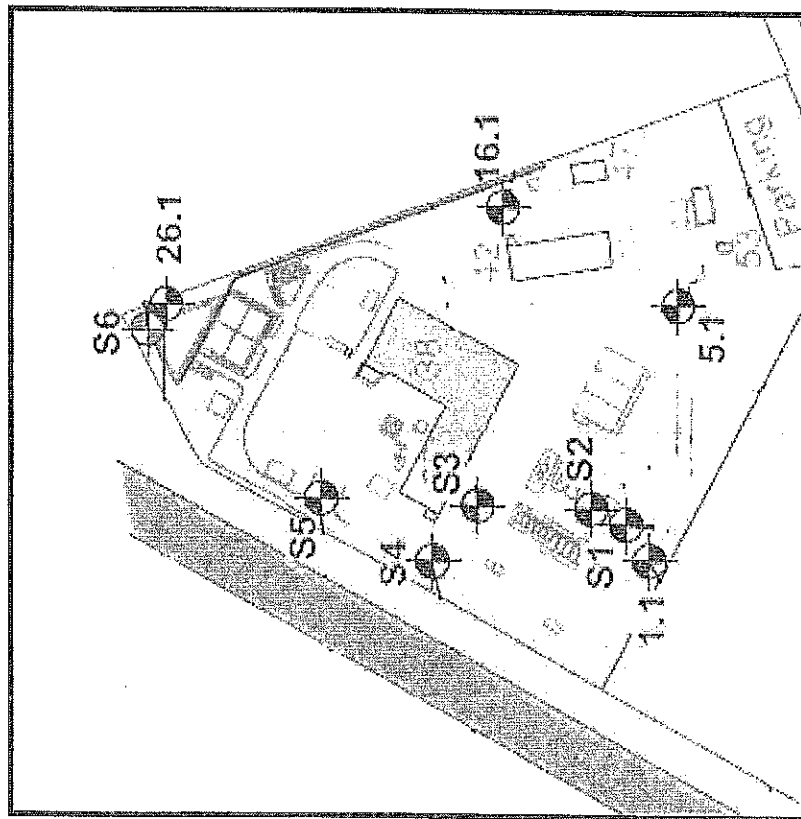
- la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, Unité territoriale de Saône-et-Loire à MACON,
- le pétitionnaire.

MACON, le 30 DEC. 2010

LE PREFET,

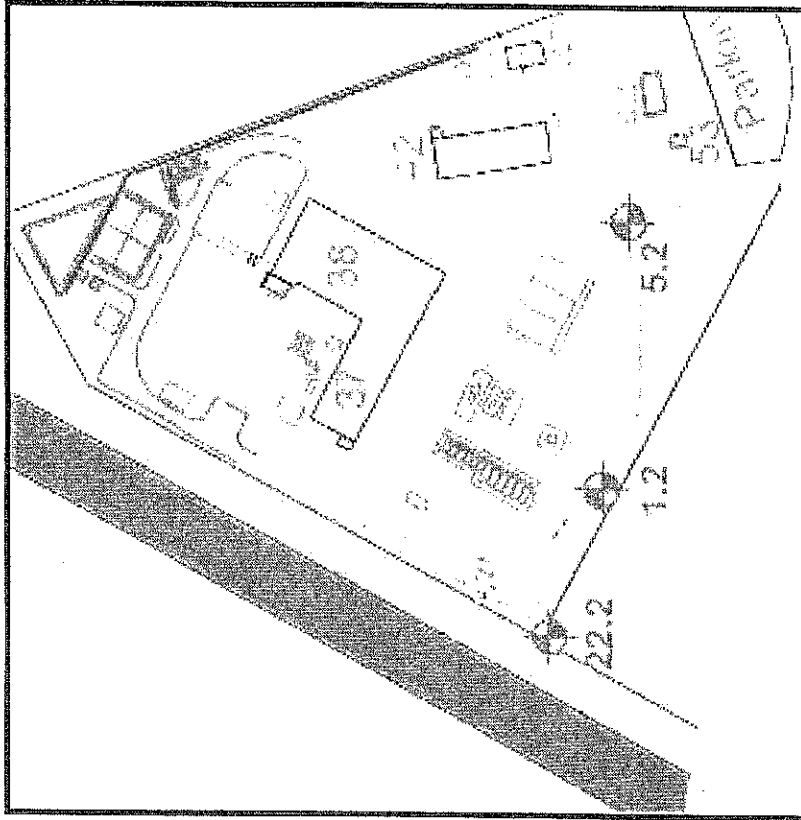

 Thierry LATASTE

Emplacement des piézomètres



Legende

⊕ Piézomètre installé dans le St Cosme supérieur



Legende

⊕ Piézomètre installé dans le St Cosme inférieur

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 30 DEC. 2010

Thierry LATASTE
Thierry LATASTE

Mâcon, le
30 DEC. 2010


Thierry LATASTE

Emplacement des points de mesure de bruit

- pt1 : en limite de propriété côté route de Demigny, vers bât 44
- pt2 : en limite de propriété côté canal, à côté du bassin
- pt3 : en limite de propriété côté canal, vers parking ouest, face bât 37

Plan :

